

Einar Tangen : le modèle économique américain s'effondre

Einar Tangen est chercheur principal au Teihe Institute et chercheur principal au CIGI. Tangen explique comment le modèle économique et le système politique des États-Unis sont arrivés au bout du chemin. Substack d'Einar Tangen : <https://substack.com/@asianarratives> Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glennndiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glennndiesen> Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glennndiesen> Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Achetez des produits dérivés Diesen : <https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok> Livres du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bonjour à tous, et bienvenue de nouveau. Aujourd'hui, nous recevons Einar Tangen, chercheur senior à l'Institut Taihe, et également chercheur senior au Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale. Einar Tangen écrit aussi sur son Substack, « Asian Narratives ». N'hésitez pas à le lire. D'ailleurs, certains des sujets dont je veux parler avec lui aujourd'hui viennent de son Substack, que je lis régulièrement. Alors, une fois encore, vous trouverez le lien dans la description. Merci de revenir parmi nous.

#Einar Tangen

C'est un plaisir, Glenn. Je veux dire, c'est toujours un honneur d'échanger avec quelqu'un qui croit vraiment que le débat et l'histoire comptent.

#Glenn

C'est révolutionnaire. Ce n'est pas une idée nouvelle, mais apparemment, c'est un mot sans danger.

#Einar Tangen

Si vous l'ignorez, vous répétez le passé.

#Glenn

Eh bien, en fait, cela rejoint un peu ce dont je voulais discuter avec vous aujourd'hui. J'ai le sentiment que, ces trente-cinq dernières années, sous l'hégémonie libérale, nous avons en quelque

sorte cessé de parler des intérêts de sécurité concurrents. Nous avons cessé de parler des différences culturelles, de l'histoire, et de toutes ces choses-là. Je veux dire, si vous lisez les travaux d'Henry Kissinger, la moitié, au fond, relève de l'histoire. Mais après la guerre froide, nous semblons avoir basculé. Chaque responsable politique ne s'appuie plus que sur l'idéologie. Les médias, les universitaires aussi, ont tendance à s'appuyer très fortement sur l'idéologie, au point que tout, les intérêts comme le reste, est présenté comme une opposition entre de bonnes et de mauvaises valeurs. Et j'imagine que cela rend très difficile la coopération avec d'autres grandes puissances. Là encore, les points communs, vous savez... Si vous êtes aux États-Unis ou en Europe et que vous voyez la montée en puissance de la Chine, de la Russie ou de quelqu'un d'autre, tout se résume à ceci : voilà une autocratie qui défie la démocratie libérale.

Et c'est en quelque sorte le postulat de départ. Tant que les gens y adhèrent, la conclusion prend toujours une forme différente de la même question : comment le bien se défend-il contre le mal ? Et, au fond, il n'y a plus de place pour le compromis. Cela rejoint ce que je vous ai lu écrire au sujet de cette rencontre entre Xi Jinping et Donald Trump. Vous soutenez qu'ils ne doivent pas seulement conclure un accord limité. Ils doivent aussi trouver un cadre. Parce que je pense que beaucoup de gens partent simplement du principe que, face à l'ascension de la Chine, nous allons revenir à une rivalité entre grandes puissances. Vous dites qu'il faudrait plutôt trouver une formule entièrement différente, que vous appelez la « coexistence gérée ». Pourriez-vous développer cette idée ?

#Einar Tangen

D'accord. Eh bien, merci, Glenn. Mais je veux dire, la coexistence maîtrisée, c'est la réalité. L'interrupteur n'est ni complètement allumé ni complètement éteint. Ça, c'est une vision simpliste. En réalité, le monde est plus complexe. Nous vivons dans la zone grise, pas dans le noir et blanc. Et je ne dis pas ça comme un compromis. Ce que je veux dire, c'est que rien n'est totalement pur. Revenons à l'idée chinoise du yin et du yang. Dans la partie blanche, il y a une partie noire. Et dans la partie noire, il y a une partie blanche. Rien n'est parfaitement pur, surtout quand on parle des êtres humains. Je veux dire, si vous commencez... vous êtes... vous êtes professeur d'histoire.

Et vous, plus que quiconque, vous comprenez que les choses ne sont pas si simples. Nous devons étudier nos erreurs pour éviter de les répéter. Et malheureusement, aujourd'hui, comme vous l'avez souligné dans votre introduction, il y a cette volonté d'ignorer l'Histoire et de ne voir que ce qu'on croit vouloir voir. C'est la politique de l'opportunisme, qui ignore la réalité, qui ignore l'Histoire. Alors, quand on en arrive à cette coexistence encadrée, pour la Chine, c'est un compromis. Ce n'est pas ce qu'elle veut. C'est la réalité dans laquelle elle se trouve. Vous avez une puissance dominante, les États-Unis, qui estime devoir être hégémonique, et que c'est très bon pour le reste du monde, même si cela n'a pas fonctionné.

Quand on regarde l'histoire depuis la Seconde Guerre mondiale, sommes-nous aujourd'hui une société plus pacifique, capable d'accepter les autres ? Non. C'est exactement l'inverse qui s'est produit. Nous avons poussé une vision polarisée, et nous sommes arrivés à une réalité polarisée.

Aujourd'hui, les extrêmes, de tous les côtés, tentent de dominer le centre. Or, le centre comprend que la vie n'est pas si simple. Ce n'est pas simplement oui ou non. C'est une question de différences, et de la manière dont nous les résolvons. Vous n'aimez peut-être pas votre voisin. Vous ne respectez peut-être pas ses convictions ou, vous savez, vous n'y adhérez pas. Mais le fait est que ce sont vos voisins.

Et vous, tant que vous comprenez que nous devons reconnaître qu'ils ont le droit d'exister selon leurs convictions, et que nous avons le droit d'exister selon les nôtres, alors on peut créer un monde meilleur. Aujourd'hui, la Chine est confrontée aux États-Unis, qui estiment devoir rester une puissance hégémonique, devoir dominer le monde. Et l'argument avancé du côté occidental, peu importe jusqu'où l'on remonte, par tous les historiens américains de l'après-guerre froide, et par les politiques, les commentateurs qui disent cela — vous avez mentionné Kissinger —, c'est qu'ils croient réellement à l'exceptionnalisme américain. À cette idée que, d'une certaine manière, l'Amérique conduit le monde vers une coexistence pacifique, et que la seule façon d'empêcher une troisième guerre mondiale, c'est d'embrasser un modèle hégémonique, libéral, démocratique et capitaliste.

Est-ce que cela a marché ? Non, évidemment pas. La Chine en est donc arrivée à un point où elle croit en un système différent. Un système fondé sur l'acceptation des différences et sur l'idée que nous pouvons avancer, tant que nous respectons certains principes fondamentaux. Ces principes, c'est que chaque pays mérite d'être en sécurité. Sa sécurité ne peut pas dépendre — et je l'ai dit à de nombreuses reprises dans votre émission — de l'insécurité d'une autre nation. Car, évidemment, ce n'est pas viable. Il en va de même pour le développement. Chaque pays a le droit de poursuivre son développement selon ses propres modalités. Aucun pays n'a le droit de s'en mêler. Et puis, nous parlons des valeurs civilisationnelles.

C'est quelque chose pour lequel la Chine se penche sur l'histoire et comprend que les guerres ne font que provoquer davantage de guerres. Et elle dit qu'il faut respecter les différences entre les pays. Vous savez, chaque pays qui existe aujourd'hui est le produit des erreurs de l'histoire, des circonstances de sa naissance. Remontez à l'époque féodale, et parfois aux manœuvres des puissances coloniales, qui ont délibérément tracé des frontières de façon arbitraire. Enfin, je ne devrais pas dire « arbitraire ». Je devrais dire qu'elles ont tracé ces frontières délibérément, pour essayer de placer des minorités à la tête de majorités. Pourquoi ? Pour que ces minorités dépendent de leurs anciens maîtres coloniaux et, par exemple, pour créer un système d'États clients. La Chine considère que ce système est intrinsèquement instable.

Elle y voit aussi quelque chose qui viole l'essence même de la civilisation : comment s'entendre, et non comment se diviser. Je ne dis donc pas que la Chine est parfaite. Je ne dis pas qu'elle a toutes les réponses. Je dis simplement que, dans le contexte actuel, les réponses ne se trouvent pas dans une tentative de diviser le monde. Et c'est ce que nous voyons ici, que ce soit en Ukraine, en Iran, en République démocratique du Congo, ou ailleurs. On voit les traces de puissances coloniales qui

cherchent délibérément à créer le chaos pour en tirer profit. Un chaos politique, comme vous le dites, un chaos politique et social, afin d'en bénéficier économiquement. Et ce n'est pas viable. Je pense donc que la Chine propose au moins une bonne piste.

Les détails sont difficiles à démêler. Ils sont très longs. Très lourds à gérer. Pourquoi ? Parce que, dans les faits, le monde a évolué d'une certaine manière, sur la base de principes coloniaux. Et ces principes, c'était qu'il n'existe qu'un seul système valable. Qu'une seule relation valable. Et malheureusement, cela ne couvre pas le monde entier. Et aujourd'hui, vous voyez une réaction à cela. C'est pour cela que nous avons un monde multipolaire. C'est pour cela que des pays s'éloignent des États-Unis. Il y a cette idée que l'Amérique passe d'abord, et que tous les autres devraient, vous savez, s'y soumettre. Ils devraient accepter cette proposition, même si elle détruit leur pays. Donc, cela va continuer.

La Chine est donc confrontée à la réalité suivante : les États-Unis ont certaines convictions. Et elle essaie de s'assurer que cela ne débouche pas sur un conflit direct, tout en cherchant à réduire, d'une manière ou d'une autre, les conflits déjà existants. Alors, vous savez, on me dit souvent : « Oh, vous défendez toujours la Chine, et vous dites que la Chine est formidable. » Non. Je dis que ce que la Chine apporte à sa population est plutôt positif. Ce que d'autres pays peuvent apporter à leur population, en l'absence d'intervention étrangère, est probablement meilleur que ce que nous avons connu depuis la Seconde Guerre mondiale. Et je pense que c'est bien la réalité : cinquante, soixante-dix, quatre-vingts ans, et même davantage, après la Seconde Guerre mondiale, il y a eu un bon départ.

L'idée, c'était d'avoir un monde doté d'une autorité supérieure : les Nations unies. Mais, à un certain moment, les États-Unis ont rejeté cela, alors même qu'ils en étaient à l'origine. Ils ont dit, à la place, que nous sommes exceptionnels. Que nous pouvons choisir, au sein de cette organisation mondiale que nous avons créée pour instaurer de l'ordre, ce qui nous plaît et ce qui ne nous plaît pas. Parce que nous n'avons aucune obligation de nous soumettre à une autorité supérieure à nous-mêmes. Et je pense que c'est le comble de l'arrogance. C'est pour cela que nous sommes dans la situation actuelle. Et c'est tout simplement une question d'ego. On peut étendre cela des pays aux individus, aux attitudes, à la presse, qui continue de diaboliser des pays qu'elle ne cherche pas à comprendre.

Ils cherchent simplement à faire les gros titres, à attirer de l'audience. En réalité, la Chine est confrontée à cette situation : ce qui se passe n'est pas rationnel, mais c'est la réalité. Elle doit donc y répondre de manière constructive. Il s'agit notamment d'empêcher que les mers deviennent un point de friction qui mènerait à la guerre. Par exemple, avec les États-Unis et leurs quatre cents bases autour de la Chine, qui tentent de mettre en place un blocus — ou, en fait, une forme de blocus — en contrôlant les points de passage stratégiques du commerce et des ressources qui entrent en Chine et en sortent. Ce n'est pas acceptable. La Chine a donc cherché d'autres voies. Il y a l'initiative « la Ceinture et la Route », qui représente près de mille quatre cents milliards de dollars depuis deux mille quinze. On approche de dix-sept... douze ans depuis ce moment-là.

#Einar Tangen

Mais quand on regarde ce que cela a permis d'accomplir, partout dans le monde, pour aider les pays à augmenter leur produit intérieur brut, à accroître l'emploi, à améliorer leur capacité à être durables, on réalise soudain que ce n'est pas tout noir ou tout blanc. Il ne s'agit pas d'adhérer à des systèmes. Il s'agit de s'affirmer soi-même. La Chine doit donc composer avec les États-Unis, qui constituent le plus grand bloc militaire, politique et économique au monde, et le pays le plus puissant. Elle n'est peut-être pas en bons termes avec ses alliés, ses voisins, ni même avec ceux qu'elle cherche à affronter. Mais c'est la réalité. La seule chose qui joue en faveur de la Chine, ce sont les réalités de la chaîne d'approvisionnement mondiale. Aujourd'hui, la plupart des gens parlent — nous en avons déjà parlé — des terres rares et des technologies vertes, notamment le solaire, l'éolien, et cetera, les batteries, les véhicules électriques.

Mais il va bien plus loin que ça. Le fait est que la Chine a repris des industries que l'Europe et l'Amérique avaient abandonnées. Pourquoi les avaient-elles abandonnées ? Parce que fabriquer une vis, des écrous, des boulons, du plastique ou des produits chimiques — des produits chimiques de base — permet de dégager une marge de trois à cinq pour cent. Ce n'est pas suffisant pour aller emprunter de l'argent à une banque. La Chine, elle, était dans une phase de démarrage. Elle a donc récupéré ces industries qui étaient abandonnées, sous-jacentes... abandonnées. Elles n'étaient pas considérées comme productives. On recherchait des marges de rendement plus élevées, et cela a conduit à la financiarisation, entre autres choses. Mais toutes les entreprises américaines sont guidées par une seule règle, qui est d'ailleurs inscrite dans les politiques et dans la loi : lorsqu'on siège dans un conseil d'administration, son rôle est de maximiser la valeur pour les actionnaires. Malheureusement, il n'est pas question de valeur à long terme. Il est simplement question de valeur.

Cela devient une logique de court terme, parce que ceux qui dirigent les entreprises, et qui n'en sont pas les propriétaires, forment une catégorie de professionnels issus des écoles de commerce, des écoles de comptabilité, puis de toutes sortes de, entre guillemets, spécialistes, conseillers, consultants, appelez-les comme vous voulez. Et ils sont rémunérés en fonction de leur capacité à maximiser la valeur pour les actionnaires. Pas sur vingt ans, mais d'une année sur l'autre. Donc ils feront toujours ce qui est le plus opportun pour générer du profit. Beaucoup d'entreprises aux États-Unis avaient des activités rentables sur le territoire américain. Mais ces activités ont été déplacées ailleurs : en Chine, au Vietnam, aux Philippines. Peu importe vraiment où.

Elles ont été déplacées ailleurs parce qu'on pouvait, dans un premier temps, réduire les coûts, notamment les coûts de main-d'œuvre. Très souvent, il y avait des normes environnementales moins strictes, des terrains moins chers, des bâtiments moins chers, et cetera. Donc, on pouvait réduire les coûts. Qu'est-ce que ça voulait dire ? Ça voulait dire qu'à la fin de l'année, ils pouvaient aller voir le conseil d'administration et dire : regardez, nous avons accompli tout ça. C'est un peu comme tirer un trait sur un tableur et supprimer tous les cadres intermédiaires. Tout se répercute sur le résultat net,

du moins la première année, la deuxième année. Le problème, c'est que la recherche et développement, et tout ce genre de dépenses supplémentaires, qui représentent l'avenir, ça ne se traduit pas en primes.

Donc, ces gens issus des classes professionnelles s'intéressent aux primes. Ils n'ont aucun lien avec les communautés où se trouvent leurs usines, aux États-Unis ou ailleurs. Leur seul lien, ce sont leurs primes. On assiste donc à une aliénation totale entre les travailleurs et ceux qui contrôlent les entreprises. Cela a engendré beaucoup de mécontentement aux États-Unis. Et cela a conduit à une situation où la Chine doit composer avec les États-Unis, et avec la réalité suivante : les États-Unis cherchent à maximiser les profits des entreprises de la meilleure manière possible. C'est-à-dire en évitant, au fond, d'être monopolisés ou contrôlés.

Ils ne veulent pas revenir à des siècles d'humiliation. Ils ne veulent pas signer un accord comme celui que les Japonais ont signé dans les années quatre-vingt, avec les accords du Plaza. En substance, aujourd'hui, le Japon vaut moins, en dollars réels, qu'en mille neuf cent quatre-vingt-six, lorsque les accords du Plaza sont entrés en vigueur. C'est donc un compromis. La Chine essaie de traiter avec les États-Unis selon les termes qui existent dans la réalité, mais elle vise quelque chose de beaucoup plus multipolaire. J'y ai fait référence plus tôt, à propos de ces initiatives sur la sécurité, le développement et la civilisation. Et c'est malheureusement la réalité à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui.

#Glenn

Oui, ça me rappelle parfois ce sociologue et historien américain, Du Bois. Il a écrit sur... enfin, il écrivait, en mille neuf cent quarante-deux ou mille neuf cent quarante-quatre, sur l'Europe d'Hitler. Enfin, ce devait être en mille neuf cent quarante-deux. Il parlait de l'idée que, dans cette économie moderne, le projet serait une division internationale du travail. Et il expliquait qu'en Allemagne, à cause de la nature fasciste du régime, cette division internationale du travail répartissait les différentes activités économiques selon la race. Mais il prévoyait aussi que ce serait, en substance, l'avenir de l'organisation du travail à l'échelle internationale. Il disait, vous savez, qu'il ne fallait pas adopter une structure raciale aussi grossière que celle d'Hitler. Encore une fois, lui-même était Afro-Américain. Mais malgré tout, il soutenait que c'est en quelque sorte ainsi que les pays organiseraient leurs économies à l'avenir.

Et on voit bien que c'est ainsi que devait s'organiser la division internationale du travail. Parce que, par exemple, les Chinois étaient censés, comme vous le disiez, fabriquer les boulons, ou assembler l'iPhone. Mais l'invention, ainsi que les droits de propriété, devaient rester aux États-Unis. En gros, c'était : nous, on invente, on s'occupe de la finance, de la haute technologie, et puis ces gens-là peuvent tout assembler. Je crois que le problème, comme vous l'avez dit, c'est que les Chinois ne faisaient que commencer. Donc oui, ils allaient prendre toutes ces industries, mais ils remontaient aussi les chaînes de valeur mondiales, en acquérant les technologies, le savoir-faire et les plateformes.

Et, au fond, on se retrouve dans une situation où, un jour, les Chinois pourraient dire : bon, maintenant, nous n'avons plus besoin d'assembler l'iPhone. Nous pouvons inventer nos propres iPhones, et nous avons les plateformes pour le faire. Et je pense que c'est à ce moment-là que la division internationale du travail, telle que les Américains l'envisageaient, a commencé à se désagréger. Donc oui, je pense que c'est ça, la panique, parce que ça entre en conflit avec le modèle hégémonique. Mais cela m'amène à ma question. Si les États-Unis ne peuvent plus rivaliser avec la Chine, ils ne peuvent plus s'appuyer sur le modèle du libre-échange, selon lequel le libre-échange pour les consommateurs est merveilleux. Si cela signifie que tout le monde se demande : où trouve-t-on les technologies les plus efficaces ? Aux États-Unis. Qui a les capacités de production ? Les États-Unis. Qui contrôle les principaux corridors commerciaux, les corridors maritimes ?

Eh bien, les États-Unis. Qui détient les principales banques, la monnaie ? Les États-Unis. Le libre-échange, c'est donc la façon dont vous organisez le monde. C'est votre allié. Mais le libéralisme économique ne fonctionne plus si vous ne pouvez plus être compétitif. Or, les États-Unis ne peuvent plus rivaliser dans la même mesure. Ils ne peuvent donc plus compter sur le libre-échange. Mais ils ne renonceront pas à leur position dominante. Alors, comment voyez-vous les États-Unis s'adapter à cette situation aujourd'hui ? Je veux dire, vont-ils entrer dans des sphères d'intérêt ou d'influence exclusives ? Vont-ils simplement faire comme au Groenland et dire : « D'accord, ceci est à nous désormais, et aucune autre puissance n'a le droit d'extraire des ressources » ? Ou la même chose avec le Venezuela. Les Chinois et les Russes sont désormais dehors. Désormais, ils nous approvisionnent, et nous gagnons tout cet argent. Je veux dire, est-ce vers un empire traditionnel que nous nous dirigeons maintenant ?

#Einar Tangen

Oui, mais nous ne l'avons jamais quitté. Les États-Unis, comme toujours, sont un empire depuis leur fondation. Ils sont nés d'une révolution, une révolution bourgeoise et fortunée. Personne parmi les signataires de la Déclaration d'indépendance ou de la Constitution n'était sans argent. Et la plupart étaient propriétaires. Beaucoup étaient aussi dans la pauvreté. C'est ce qui la différencie des révolutions russe et française : tout tournait autour de la classe moyenne. Elle n'a pas été lancée par les enfants de la classe moyenne, qui regardaient les inégalités de la société. Elle a été fondée par des gens qui ne voulaient tout simplement pas payer d'impôts parce qu'ils n'étaient pas représentés.

Donc, les États-Unis ne sont pas... Ils ont été fondés sur l'idée que nous ne faisons pas confiance aux gouvernements et que, par conséquent, nous ferons tout notre possible pour réduire le rôle de l'État au minimum et faire prévaloir nos propres valeurs. Une partie de cela a été positive, dans le sens où ça a créé cette mentalité de pionniers. C'était une bonne chose pour ceux qui arrivaient. Malheureusement, ce n'était pas aussi positif pour les peuples autochtones qui, en substance, ont été éliminés, marginalisés, dépossédés de leurs terres ou de leurs droits. Donc, les États-Unis sont un empire. Nous existons en tant qu'empire depuis deux cent cinquante ans. Pendant plus de quatre-vingt-dix pour cent de cette période, il s'est essentiellement agi de prendre des choses à d'autres...

ou plutôt, je ne devrais pas dire à d'autres personnes, mais à d'autres pays, en étant impliqués dans des conflits actifs.

Voilà donc qui nous sommes. Et ce n'est pas un jugement. Je veux dire, Gengis Khan, les Romains, les Grecs... Beaucoup de civilisations anciennes traversent cette période d'empire, quand elles sont en expansion. Là où les États-Unis n'en sont pas encore arrivés — et c'est là qu'intervient cette arrogance, cet ego dont vous parlez, cette idée que, d'une certaine manière, nous avons raison —, c'est au stade d'une civilisation fondée sur des valeurs. La réalité, c'est que si vous continuez à conquérir des peuples, ils ne vous sont pas reconnaissants d'avoir été conquis. Ils ne sont pas ravis de vous voir arriver avec de prétendues valeurs que vous violez ensuite, tout en pillant leurs ressources ou leur vitalité. Nulle part ce processus n'est plus évident qu'en Inde.

Avant l'arrivée des Britanniques, l'Inde représentait vingt-quatre pour cent du produit intérieur brut mondial. Quand ils sont partis, ce n'était plus que quatre pour cent. Ils disaient avoir laissé derrière eux les chemins de fer, la civilisation, la bureaucratie et ce genre de choses. Mais la bureaucratie existait déjà avant eux. Les chemins de fer, les Indiens auraient très bien pu les construire eux-mêmes. Et cette idée selon laquelle ils auraient, d'une manière ou d'une autre, apporté la civilisation, c'est absurde. Ils n'ont pas apporté la civilisation. Ils ont instauré un ordre qui servait les intérêts de la Grande-Bretagne. Et c'est la réalité de l'Amérique : nous ne sommes pas cette force bienveillante ou positive dans le monde. Nous sommes un empire. Et nous n'avons tout simplement pas encore vraiment revu cette idée, ni acquis la sagesse nécessaire pour comprendre que nous devons nous métamorphoser en une civilisation, une civilisation qui ait ses propres valeurs, ses propres fondements.

On ne peut pas changer le passé. La question, c'est : comment regardez-vous l'avenir ? Et la seule façon de regarder l'avenir, c'est de comprendre le passé. De comprendre l'inutilité de la guerre. Qu'une guerre entraîne une autre. Que les atrocités mènent à davantage d'atrocités. On le voit très clairement en Israël. Pas un pays, mais un peuple qui a été martyrisé par les nazis et qui est maintenant devenu celui qui maltraite les Palestiniens. Que ce soit à Gaza ou en Cisjordanie, peu importe. Ils continuent à le faire. Cette incapacité à comprendre ses propres actes à la lumière de l'Histoire, c'est vraiment le plus grand mal qui frappe l'humanité : notre aveuglement face à nos propres faiblesses.

Et c'est la réalité, non seulement en Israël, aux États-Unis et dans d'autres pays. Il y a ce désir de revenir au passé. Je ne peux pas... Vous savez, quand je passe sur différentes chaînes au Moyen-Orient, peu importe que ce soit en Iran, dans l'un des pays du Conseil de coopération du Golfe, ou ailleurs, il y a toujours ce sentiment que, d'une certaine façon, nous avons raison. Que le monde devrait s'adapter à nous. C'est une forme d'arrogance qui perdure. Et malheureusement, c'est quelque chose dont ils ont hérité des puissances coloniales qui les ont précédés, qui les ont gouvernés et qui ont créé les tensions auxquelles nous sommes confrontés aujourd'hui.

On ne peut pas regarder une carte du Moyen-Orient et vraiment la comprendre quand on réalise que les colonialistes qui ont tracé ces frontières arbitraires l'ont fait délibérément. Comme je l'ai dit, comme je l'ai évoqué plus tôt, ils ont pris des minorités, mais les ont placées à la tête de majorités, afin que ces minorités dépendent de leurs anciens maîtres coloniaux. Et, par exemple, au lieu de contrôler directement le pays, ils se sont dit : nous allons installer des marionnettes qui ne seront pas en position de s'opposer à nos volontés. Voilà donc le monde tel qu'il est. La Chine doit composer avec cela. Elle a ses propres problèmes. Rien ne permet de dire que la Chine n'a pas de problèmes. Elle en a.

Mais le problème, c'est qu'à l'échelle internationale, personne ne veut revenir à un siècle d'humiliation. Le Moyen-Orient non plus. L'Amérique du Sud, l'Afrique, l'Asie du Sud-Est non plus. Tous ces endroits qui ont été violés, pillés et détruits, en substance, par cette mentalité coloniale selon laquelle nous aurions le droit de vous gouverner, de planter notre drapeau, et de nier que vous aviez une civilisation avant notre arrivée, simplement parce que nous le voulons. Nous allons masquer nos désirs vénaux de vous contrôler et de tirer profit de vous, en avançant l'idée que nous serions, d'une certaine manière, vertueux, alors qu'en réalité, ce n'est pas le cas. Voilà donc la situation dans laquelle nous nous trouvons. Pour revenir à votre question initiale, c'est ce à quoi la Chine est confrontée, et c'est ce que la Chine essaie de gérer.

La Chine ne veut pas d'une confrontation directe avec les États-Unis, et le monde non plus. Une confrontation directe risquerait de provoquer une guerre nucléaire. Une guerre nucléaire qui détruirait forcément la Chine et le monde, je veux dire, sur les plans économique et politique, d'une manière dont on ne se remettrait pas avant des centaines d'années, voire davantage. La Chine doit donc composer avec les États-Unis tels qu'ils sont. Elle doit composer avec l'Union européenne telle qu'elle est. Elle ne peut pas dire à l'Union européenne et à ses vingt-six membres comment ils doivent voter, ni comment ils doivent considérer leurs intérêts internes. Elle doit simplement réagir à la réalité de ces deux entités et essayer de trouver un moyen d'éviter la confrontation, tout en assurant une coexistence.

#Glenn

Vous avez évoqué la frontière, et il existe toute une littérature sur le sujet. Pour les États-Unis, le fait d'avoir toujours cette ligne de front, ce conflit, a été un élément très particulier de l'identité américaine elle-même. Je pense notamment, surtout, à Frederick Jackson Turner. Il est très connu pour sa thèse de la frontière. Il soutenait que, lorsque les États-Unis, après s'être établis sur la côte Est, ont progressé vers l'Ouest, cette ligne de front — c'est-à-dire, vous savez, tuer les populations autochtones et avancer vers la côte Pacifique — était, d'un côté, brutale et destructrice. Mais, de l'autre, elle était aussi à l'origine de l'identité américaine, fondée sur l'individualisme. Parce que, à la frontière, on était seul. On était responsable de son propre avenir, lorsqu'on affrontait les populations autochtones et qu'on poursuivait l'expansion vers l'Ouest.

Il était aussi important de soutenir la démocratie parce que, à la frontière, il n'y avait pas de hiérarchies établies. Tout était nouveau, y compris la terre que vous preniez. Il fallait être innovant, parce que si vous vouliez survivre là-bas, à la frontière, il fallait trouver des moyens de s'adapter, de mettre de l'ordre dans le chaos. Et puis, bien sûr, il y avait l'autonomie. Il y avait aussi la mobilité sociale, qui allait de pair avec ces nouvelles terres. C'est-à-dire que vous pouviez arriver, et voilà, il y avait une terre pour vous. Donc tout cela... enfin, ce sont toutes des caractéristiques que nous considérons comme très positives : l'individualisme, la démocratie, la mobilité sociale, l'esprit d'innovation. C'est en quelque sorte ce qui a défini l'identité américaine. Mais lui établissait un lien avec l'idée que, eh bien, c'est parce que nous sommes un État de frontière. Nous sommes des colons. Nous les repoussons.

Et tout cela — toute cette brutalité, toute cette violence destructrice — s'est aussi produit sous couvert d'apporter la civilisation. C'était la mission : instaurer l'État de droit, donner une structure, apporter la civilisation, aller de l'avant. Et là encore, l'idée centrale, vous le savez, c'était : que se passe-t-il une fois qu'on atteint l'océan Pacifique ? Est-ce que, soudainement, les États-Unis vont devoir se tourner vers l'intérieur et s'occuper de tous leurs propres problèmes, de leurs propres difficultés ? Et est-ce que ce trait de caractère, dans la conscience collective américaine, va alors peut-être commencer à s'effacer ? C'était donc, en quelque sorte, le problème. Il a simplement compris que c'est de là que viennent ces valeurs que nous vénérons. Que se passera-t-il après avoir atteint le Pacifique ? Et certains diraient que, fort heureusement, en mille huit cent quatre-vingt-dix-huit, une fois le Pacifique atteint, ils ont bien sûr vaincu les Espagnols, puis ils ont pu se tourner vers le Pacifique.

Ils ont étendu leurs colonies jusqu'aux Philippines, et soudain, la frontière s'est élargie. Là encore, ça va au-delà de la thèse de Turner sur la frontière. Mais l'idée, au fond, c'est que les États-Unis ont toujours été sur ces frontières, ont toujours combattu ces rivaux et apporté la civilisation. Et cela a été en quelque sorte central, non seulement dans leur rôle de puissance mondiale, mais aussi dans leur dynamique intérieure. Alors, vous savez, je pense souvent à ce que cela va provoquer à l'intérieur des États-Unis, maintenant qu'ils sont contenus, contrebalancés, et qu'ils vont devoir se replier. Parce que ce doit être un choc pour le système : cela a été toute leur histoire. Mais je voulais aussi vous poser une question. Vous avez également mentionné les Européens.

Comment voyez-vous la Chine travailler avec les Européens à l'avenir ? Parce que les Européens se heurtent, en quelque sorte, à un problème similaire. Ils n'ont plus de modèle économique. La semaine dernière, j'ai vu des gens comme Macron faire ce constat. Il a prononcé un discours où il disait : « Oh, nous n'avons pas l'énergie bon marché dont nos industries ont besoin. Nous n'avons pas l'immense marché d'exportation russe. Les Chinois, vous savez, on exportait chez eux autrefois. Maintenant, nous avons un déficit commercial, et tout le reste. » Et bien sûr, les Américains parviennent chaque jour à obtenir davantage de concessions des Européens, parce que l'Europe n'a

pas le choix. Elle a mis tous ses œufs dans le même panier. Donc, les Européens ne semblent pas avoir de modèle économique. Les Allemands, d'ailleurs, disent quelque chose de très similaire. Alors, qu'est-ce que cela signifie ?

Comment voyez-vous évoluer la relation avec la Chine et les Européens ? Parce qu'à un moment donné, si les Européens ne parviennent pas à trouver un nouveau modèle économique, ils pourraient commencer à reprendre la rhétorique trumpienne sur ce sujet. C'est-à-dire : autrefois, nous étions glorieux. Et qui nous a volé notre grandeur ? La Chine. Elle deviendra la nouvelle Russie, le grand géant à l'Est, sur lequel on pourra faire porter tous nos problèmes. Comment voyez-vous cette possibilité ? Je ne dis pas que ce doit forcément être la faute de la Chine. Mais, quoi qu'il en soit, il est dans l'intérêt de la Chine de trouver un nouveau mode de coopération avec les Européens, avant qu'un nouveau statu quo, comportant un certain élément de stabilité, ne s'installe. D'accord, donc pour répondre à la première partie... Désolé, ce sont de très grandes questions. J'en ai conscience.

#Einar Tangen

Non, non, en fait, c'est très simple. Les limites de l'arrogance. Cette idée qu'on apporte forcément quelque chose. Je veux dire, on le voit très clairement ici, quand on est historien. On comprend que, dans les récits européens et américains sur l'Afrique, le Moyen-Orient, partout, tout le monde était un sauvage. En Afrique, ils se promenaient simplement en pagne, sans aucune idée de ce qui se passait. Cela ne reconnaît pas le fait que la civilisation a commencé en Afrique, que les civilisations les plus anciennes que nous connaissions étaient là, qu'elles ont accompli des choses extraordinaires dans des domaines où... Vous savez, quand on regarde l'Europe, non, ils vivaient littéralement dans des grottes, vêtus de peaux d'animaux.

Et vous et moi, nous sommes tous les deux Norvégiens et, vous savez, nous pouvons le reconnaître. Nos sociétés étaient très primitives, comparées aux civilisations qui se trouvaient bien plus au sud. Elles ont adopté des politiques agraires qui leur ont permis de s'étendre. Et dans le cadre de cette expansion, elles maîtrisaient la médecine. Elles comprenaient les étoiles, les mathématiques, l'histoire. Alors aujourd'hui, on part du principe que, d'une manière ou d'une autre, tout ce que nous avons fait était juste. Et que nous, c'est-à-dire l'Amérique et les Européens, deux entités coloniales, nous étions en quelque sorte sains. Mais ce n'est qu'une pure rationalisation. Et le fait est que cette rationalisation a pris fin.

Ceux que nous avons victimes, nous avons désormais peur qu'ils se retournent et nous fassent subir la même chose. Et c'est cette peur irrationnelle qui imprègne les rapports entre nous. L'idée, c'est que si je suis au sommet de la colline, que je chie sur tous ceux qui sont en dessous et que je les empêche de progresser, comme les États-Unis l'ont fait avec le Japon, alors, si une puissance devient plus forte que nous, elle fera aux États-Unis ou à l'Europe ce que nous leur avons fait. C'est une réalité profonde dans la manière dont les gens pensent. Ils n'y réfléchissent pas consciemment, mais c'est ancré dans leur vision des choses. Alors, quand on commence à parler de la direction que prend l'Europe et de celle que prennent les États-Unis, c'est simplement ainsi que je l'exprimerais.

Ils ont atteint les limites de leur propre hypocrisie, de leurs propres illusions selon lesquelles ils seraient, d'une manière ou d'une autre, bénéfiques pour le monde, alors qu'en réalité, ils ont été très destructeurs. Le monde est multipolaire. Il ne le devient pas, il ne devient pas non plus multilatéral. Il l'est déjà. C'est la partie la plus difficile à accepter pour les États-Unis, qui représentaient cinquante pour cent du PIB mondial après la Seconde Guerre mondiale, et qui tombent aujourd'hui à dix-neuf pour cent. C'est une chute importante. Tout comme à l'intérieur même des États-Unis : en mille neuf cent soixante-douze, soixante et un pour cent de la population appartenait à la classe moyenne. Aujourd'hui, ce chiffre est tombé à cinquante pour cent. Et parmi ces cinquante pour cent, quatre-vingt-dix pour cent sont fragiles. Ils sont en situation d'insécurité. Beaucoup d'entre eux n'ont même pas quatre cents dollars en cas d'urgence.

Pour mettre cela en perspective, un simple trajet en ambulance jusqu'à l'hôpital coûterait entre huit cents et mille cinq cents dollars, selon la distance. Si quelqu'un dans la famille meurt, s'il faut faire réparer la voiture, si quelqu'un perd son emploi, cela peut déclencher un effet en cascade qui, au fond, leur enlève leur voiture, leur maison, et tout ce qui fonde l'image qu'ils ont d'eux-mêmes. C'est la réalité de la précarité économique. Les États-Unis sont donc fragiles. Et leur réaction, c'est qu'on voit des populistes, non seulement aux États-Unis, mais aussi en Europe, en Amérique du Sud, partout, qui promettent des réponses simplistes : selon eux, nous n'avons tout simplement pas encore assez pris aux autres.

Donald Trump affirme que le Canada devrait devenir le cinquante-et-unième État, qu'il faut prendre le contrôle du Venezuela, et, en substance, contraindre le Panama à obéir. Il soutient aussi des populistes dans d'autres pays, partout en Amérique du Sud. Or, ce n'est pas une coïncidence. Cela fait partie d'une politique. Elbridge Colby, qui était sous-secrétaire à la politique au ministère américain de la Guerre et de la Défense — selon le nom que vous voulez lui donner — a écrit dans son livre, en deux mille vingt et un, que les États-Unis doivent établir une hégémonie totale. Cela signifie rétablir la doctrine Monroe, que certains appellent la doctrine Donroe, en référence à Donald Trump. Mais la doctrine Monroe, jusqu'à ce qu'Obama dise : « Non, ça ne devrait pas fonctionner comme ça »... Eh bien maintenant, on la rétablit.

Nous insistons sur le fait que nous aurions droit à dominer l'hémisphère occidental, que ce soit au nom de Dieu, de la politique, ou de je ne sais quoi, ou encore de notre puissance économique. Mais la réalité, c'est que nous ne le faisons pas. Malheureusement pour les gens à Washington, on ne peut pas remonter le temps. L'Amérique du Sud se souvient des dizaines de dirigeants assassinés par la CIA parce qu'ils ne lui plaisaient pas. Dans bien des cas, il s'agissait de gouvernements démocratiques dûment élus, qui voyaient simplement les privations que leur imposaient les intérêts commerciaux américains. Vous savez, l'expression « république bananière » vient du fait que la CIA et l'armée américaine intervenaient activement dans tout pays qui élisait un dirigeant disant : il faut changer les règles de la situation économique.

Nous ne pouvons pas nous permettre que notre population soit touchée, privée de salaires, que notre pays soit dépouillé de ses ressources, simplement au profit de l'Amérique. Donc, à une échelle bien plus large, le Sud global a changé, et il ne reviendra pas en arrière. C'est la réalité à laquelle les États-Unis sont confrontés, mais qu'ils refusent de reconnaître. Et c'est là le plus grand danger. Vous savez, c'est comme avec l'Iran en ce moment. Quelles options restent à Washington, ou à Donald Trump ? Il se retrouve dans une situation où il exige des conditions maximalistes. Il veut que l'Iran renonce à ses armes nucléaires et à ses stocks — je ne devrais pas dire « armes », mais « stocks » — qu'il renonce à ses missiles balistiques, qui constituent son moyen de défense, et qu'il se soumette à un changement de régime. Bien sûr, l'Iran n'est pas d'accord. Mais c'est impossible. Les États-Unis sont en train de perdre la guerre, ils ne l'évitent pas.

Et la réalité, c'est que Washington n'arrive pas à l'accepter. Trump est prisonnier de sa propre rhétorique. Il a promis au peuple américain qu'il ferait toutes ces choses : éliminer les armes nucléaires, éliminer les missiles balistiques, changer la nature du gouvernement et dominer le Moyen-Orient. Et tout ce qu'il a fait, c'est s'assurer que les prix du pétrole augmentent, et que les engrais — tout ce qui dépend de l'énergie — coûtent plus cher. Les Américains commencent enfin à comprendre que ses politiques ne les aident pas, contrairement à ce qu'il leur avait promis. Il ne se concentre pas sur les questions intérieures, comme créer davantage d'emplois et faire baisser le prix des biens. On dirait qu'il s'est replié sur les affaires internationales, parce que sa politique intérieure a échoué.

Alors, pourquoi ? Parce qu'il ne réussit pas sur le plan intérieur. Malheureusement, il ne réussit pas non plus dans ses manœuvres internationales. Il est donc coincé dans cette situation. Malheureusement, pour nous tous dans le monde, et pour les États-Unis, il faut s'attendre à une surprise d'octobre. « Surprise d'octobre », c'est le nom qu'on donne aux dirigeants sortants désespérés, qui cherchent à créer une forme de crise, fictive ou réelle, afin de la justifier et, en quelque sorte, de rallier derrière eux les électeurs américains. Mais Donald Trump n'a plus de force. Sa base est divisée, que ce soit à cause des dossiers Epstein ou de son incapacité à tenir ses promesses économiques, y compris celle de ne pas déclencher des guerres sans fin.

Et malheureusement, il a violé toutes les promesses qu'il a faites au public américain, à part s'en prendre brutalement aux immigrés. Ou, dans bien des cas, pas à des immigrés, mais à des personnes qui attendent que la procédure légale leur permette de devenir américaines. Et c'est ce que je trouve toujours très intéressant, Glenn. Personne n'en parle. Enfin, on cite des cas précis, mais on ne parle jamais du fait qu'il s'agit d'immigrés en situation irrégulière. Oui, ils ne devraient pas être aux États-Unis. Mais il y a toute une catégorie de personnes — et c'est la majorité des personnes dont nous parlons — qui sont, en réalité, des immigrés en situation régulière. Les États-Unis attendent une décision pour savoir s'ils peuvent légitimement être reconnus comme réfugiés, ou s'ils doivent obtenir une carte verte.

Il s'en prend à tous. Et c'est ça, le problème des États-Unis. Nous sommes en train de cannibaliser notre propre système et notre propre population. Même notre idéologie, en Amérique, c'était autrefois le pays des marchés libres, non ? L'école de Chicago. L'économie du ruissellement sous Reagan. Nous avons défendu ça pendant des années. Et maintenant, dans quoi sommes-nous engagés ? Dans le capitalisme d'État. Les États-Unis, sous Donald Trump, ont investi directement dans plus de vingt entreprises. Nous en détenons des parts et nous essayons d'orienter ce qu'elles font. C'était autrefois ce que nous reprochions à d'autres pays, notamment à la Chine : le capitalisme d'État.

#Glenn

Le mal ne mènera qu'à la fin de la civilisation.

#Einar Tangen

Et pourtant, nous le faisons. Alors, les hypocrisies se sont accumulées. Beaucoup de gens dans le monde, surtout... enfin, beaucoup de pays dans le monde le reconnaissent. Je parle à des ambassadeurs tout le temps. Je n'ai jamais rencontré quelqu'un qui dise : « Oh oui, les États-Unis ont raison. » Même les Européens parlaient autrefois de relation spéciale et de valeurs communes. Enfin, leurs ambassadeurs disent simplement : « Oh, là, ça dépasse les bornes. Nous ne pouvons pas composer avec les États-Unis tels qu'ils sont. Nous essayons juste de tenir jusqu'à ce que ça passe. Nous espérons que Donald Trump s'en aille, et que quelqu'un de semblable à Joe Biden, ou quelqu'un du camp démocrate, arrive. » Pensez-vous que Donald Trump a redéfini les repères politiques ?

#Einar Tangen

pour les États-Unis, et l'a davantage fait basculer vers le fascisme, ou vers la droite, ou quel que soit le nom que vous vouliez lui donner.

#Einar Tangen

Et ils tergiversent toujours là-dessus. « Eh bien, ce n'est pas si simple », ce genre de choses. Chaque fois que je parle à des gens et qu'ils me disent que ce n'est pas si simple, ça veut dire qu'ils ne veulent pas me dire ce qu'ils pensent vraiment. Mais au bout du compte, l'Europe, ce sont vingt-six pays qui partent dans vingt directions différentes, incapables de se mettre d'accord. L'union monétaire n'a pas créé d'union budgétaire, ni une compréhension des responsabilités mondiales. La coopération avec les États-Unis sur l'élargissement de l'OTAN a directement conduit aux problèmes que nous voyons en Ukraine. Et ce n'était pas une question du genre : « Bon, si nous entrons en

Ukraine, qu'est-ce qui va se passer ? » Personne à qui j'ai jamais parlé, que ce soit du côté européen ou américain, et qui connaissait la politique internationale, ne se faisait d'illusions sur ce qui se passerait si l'on avait effectivement l'impression que les États-Unis s'étendaient en Ukraine.

Ce n'était pas une question de se dire qu'il pourrait y avoir une guerre, ou que c'était une possibilité. Chacun d'entre eux savait qu'il y aurait une guerre si l'OTAN menaçait de s'étendre à l'Ukraine. Et ce n'est pas nouveau. Ça a commencé en deux mille quatorze. Enfin, avant cela, en remontant au début des années deux mille, à la chute du mur de Berlin, il y a eu des promesses faites par les États-Unis. Sans en avoir la capacité... non, je devrais dire, sans en avoir l'autorité, ils ont engagé l'Europe en promettant de ne pas étendre l'OTAN, en disant qu'il n'y aurait pas un seul pouce d'expansion. Howard Baker l'a consigné, n'est-ce pas ? Pas seulement consigné : c'est désormais imprimé, accessible. Regardez. Il disait que nous ne déplacerions pas l'OTAN — ou, d'accord, l'Union européenne — d'un seul pouce vers les anciens pays du bloc soviétique. Est-ce qu'ils ont ce pouvoir-là ? Est-ce que Howard Baker parle au nom de ces pays ? Non. Est-ce que ces pays ont peur de la Russie ?

Oui, ils le veulent. Ils ne veulent pas faire partie de l'Union soviétique. Mais maintenir l'OTAN après la disparition de ce qui était son obligation première — je veux dire, son unique devoir — à savoir contrer les pays du Pacte de Varsovie, alors même que le Pacte de Varsovie avait disparu, c'était criminel. Et je le dis au sens propre : c'était criminel. Parce que lorsqu'on a une organisation de cette taille à laquelle on dit, en substance : « Vous n'avez plus de mission », elle va en chercher une autre. Et c'est ce qu'elle a fait. Et cette mission, soutenue par les États-Unis, consistait à isoler la Russie. Et sans surprise, en deux mille sept, lors de la Conférence de Munich sur la sécurité, Poutine, qui était perspicace — qu'on l'apprécie ou non, on ne peut pas nier qu'il est perspicace — a parfaitement compris que l'Occident cherchait à isoler la Russie et à la rendre subordonnée.

Il a refusé. Et, lors de la Conférence de Munich sur la sécurité, en deux mille sept, il a dit qu'il s'engageait, et que la Russie s'engageait, à contrer l'ordre mondial dirigé par les États-Unis. Il espérait que l'Organisation des Nations unies en ferait partie. Ce n'est évidemment pas le cas. Donc, vous savez, aujourd'hui, on se trouve dans une situation inextricable. Et je reviens à votre question précédente. Le monde fait face à des États-Unis incapables de réfléchir à leurs propres actes. Ils continuent donc d'avancer, peu importe l'hypocrisie, peu importe la logique, avec cette idée qu'ils peuvent jouer dans le monde un rôle de puissance hégémonique. Une puissance capable de forcer les autres nations à adhérer à leur capitalisme démocratique libéral. Malheureusement, cette époque est révolue, si tant est qu'elle ait jamais été possible.

Voilà donc la situation à laquelle nous faisons face aujourd'hui. Elle ne concerne pas seulement la Chine et les États-Unis, mais aussi l'Europe, l'Afrique, l'Amérique du Sud, l'Asie centrale, l'Asie du Sud-Est, ainsi que l'Asie de l'Est et de l'Ouest. C'est pourquoi je crois vraiment que, tant qu'il n'y aura pas un changement de mentalité à Washington, nous ne pourrons pas résoudre ces questions de manière rationnelle. Et c'est aussi pour cela que la Chine n'est pas la seule : d'autres pays essaient simplement de composer avec les États-Unis tels qu'ils sont, compte tenu de la situation

actuelle, sans chercher à les obliger à repenser leur approche, à réfléchir à leurs actes et à se demander s'ils sont, ou non, rationnels.

#Glenn

Eh bien, je pense que, sur toute la question ukrainienne, ce que je trouve si frustrant, c'est que, comme vous l'avez dit, toutes les preuves, des anciens directeurs de la CIA aux dirigeants politiques, montrent qu'il ne fait pratiquement plus aucun doute que tout le monde reconnaissait qu'entre mille neuf cent quatre-vingt-onze et deux mille quatorze, seule une toute petite minorité d'Ukrainiens voulait faire partie de l'OTAN. Et ils savaient aussi que, si on essayait de les faire entrer dans l'orbite de l'OTAN, cela risquait fort de déclencher une guerre civile et une guerre directe avec la Russie. Et ils l'ont fait quand même. Et il n'y a aucun moyen de l'expliquer autrement. Donc, en fait, ils ont décidé de ne même pas avoir cette discussion au départ. Soit vous niez la réalité, soit vous êtes un propagandiste de Poutine. Voilà où nous en sommes. Mais à propos de Trump, je pense que l'effondrement qui arrive probablement aux élections de mi-mandat s'explique par le fait que, enfin, il est très narcissique.

Tout le monde le sait. Mais malgré tout, je pense que, pour lui, c'était parce qu'il avait promis la réindustrialisation. Il avait promis de mettre fin à ces guerres, pas d'en déclencher de nouvelles. Il allait demander des comptes aux élites politiques. C'est ce que les gens voulaient entendre. Mais encore une fois, s'il a fait volte-face sur tout ça — toute cette réindustrialisation, il n'a pas réussi à la concrétiser, ni à mettre fin aux guerres... Enfin, ce qu'il a fait à l'Iran maintenant, à Gaza... Et puis, en Ukraine, il est essentiellement devenu Biden deux point zéro. Et au lieu de demander des comptes aux élites, maintenant, vous savez, il va faire en sorte que les dossiers Epstein soient bien à l'abri. Enfin, il a fait marche arrière sur tout. Je pense que le narcissisme intervient là : il pensait que le public le soutiendrait lui, et non les politiques qu'il proposait.

Comme ça, il peut changer d'avis sur tout. Et, selon ses propres mots, il pourrait encore tirer sur quelqu'un sur la Cinquième Avenue, sans que ça fasse baisser ses scores dans les sondages. Je pense qu'il le croyait sincèrement. Et une partie de sa base, évidemment, est prête à aller jusqu'au bout. Ils disent, vous savez : si « l'Amérique d'abord » signifie maintenant faire la guerre au monde entier, eh bien soit. C'est ça, l'Amérique d'abord. Donc, certains le suivent totalement. Mais je pense qu'une partie cruciale de la masse l'a désormais abandonné. Et je pense que ça va le pénaliser, lui, ou pénaliser sévèrement les Républicains. Et il y a de fortes chances que tout cela commence à s'effondrer. Ce qui me laisse partagé parce que, encore une fois, je pense que Trump est devenu un véritable désastre, pour être honnête. Mais les idées qu'il défendait au départ... Attendez une seconde.

#Einar Tangen

Pourquoi ne dites-vous pas ce que vous pensez vraiment ?

#Glenn

Eh bien, l'idée de départ, comme il l'a dit, c'était que les États-Unis devaient tracer une nouvelle voie. Si « l'Amérique d'abord » signifie trouver un chemin vers la réindustrialisation, faire la paix avec les puissances montantes, être capable de faire de la diplomatie... C'est-à-dire, vous savez, même quand il est allé en Corée du Nord, ou simplement l'idée que vous n'êtes pas obligé d'être d'accord avec eux. Vous n'avez même pas besoin d'être amis. Vous pouvez rester ennemis, tout en continuant à leur parler. Enfin, c'est ça, la diplomatie. Où pouvons-nous concilier nos intérêts ? Et si nous ne pouvons pas les concilier, comment gérons-nous la concurrence ? Ensuite, si ce n'est pas possible, alors il y a le conflit. Mais nous sautons directement à cette dernière option à chaque fois, parce qu'il n'y a rien à concilier. On ne peut pas gérer la concurrence. Ce serait de l'apaisement. Il faut affronter le mal. Je me suis simplement dit... Au moins, il a ouvert la porte à d'autres personnes qui ont commencé à réfléchir à une réforme de l'empire. Mais, manifestement, ce n'était pas l'homme de la situation. Enfin bref, avez-vous des dernières réflexions avant que nous terminions cette vidéo ?

#Einar Tangen

Eh bien, c'est très simple, Glenn. Si j'ai raison, vous avez tort. Et si vous n'êtes pas d'accord avec moi, c'est forcément vous qui avez tort, n'est-ce pas ? Je veux dire, cette vision simpliste de la situation est tout simplement intenable. Ça ne fonctionne pas. Tout ce que vous avez mentionné, je suis entièrement d'accord avec ça. Mais, vous savez, il faut comprendre cela. Et vous pouvez dire que Trump est la cause, ou vous pouvez dire qu'il est le symptôme. Moi, je dirais qu'il est le symptôme d'États-Unis en déclin, par leur propre fait. Ils ont abandonné des industries essentielles à leur développement. Vous pouvez dire : « Bon, qui se soucie des vis, du plastique, des écrous, des boulons, des produits chimiques et de toutes ces choses-là ? Qui s'en soucie ? » Eh bien, ce sont les éléments de base des empires, des nouveaux produits.

Et s'ils sont quelque part très, très loin, qu'il faut les importer et bricoler avec, alors qu'en Chine, vous savez, ils peuvent simplement traverser la rue et trouver tout ce dont ils ont besoin. Pas seulement auprès d'un fournisseur de lentilles : ils ont le choix entre trente ou quarante fournisseurs différents. Ils peuvent donc non seulement obtenir de bons prix, mais aussi concevoir des produits qui répondent à ce que veulent les consommateurs. Et c'est ce qui afflige les États-Unis. Nous n'arrêtons pas de dire, vous savez, que nous sommes supérieurs, mais nous ne le montrons pas. Nous ne le prouvons pas. Donc, tout ce que vous avez dit sur l'histoire, ou sur son incapacité à regarder l'histoire. Mais je voudrais ajouter une chose.

C'est-à-dire qu'en Chine, les trois quarts des Chinois que je connais — et ce sont des gens très haut placés — pensent que Trump est formidable. Vous savez ce qu'ils disent ? « Quatre ans de plus », parce que Trump a fait pour la Chine ce que la Chine elle-même n'aurait jamais pu imaginer. Ils s'inquiètent des dégâts qu'il provoque, des guerres qu'il déclenche, et de choses comme ça. Mais d'un point de vue purement chinois, ils disent qu'il fait avancer la cause de la Chine. Il rend cela

clairement évident. Tout ce que vous avez dit sur l'hypocrisie des actions américaines va se confronter à la réalité. Donc, j'espère que les gens — et je suis d'accord avec vous — lors des prochaines élections de mi-mandat, les Républicains vont perdre non seulement la Chambre des représentants, mais aussi le Sénat.

Malheureusement, la réalité, c'est que les démocrates ne feront pas beaucoup mieux. Ils n'ont pas vraiment d'idées nouvelles. L'époque où les partis regroupaient des candidats aux idées différentes, et où le parti cherchait à élaborer une position qui rassemblait plus ou moins ces idées, est révolue. Aujourd'hui, ce sont les partis qui disent aux candidats quelles positions adopter. Et ces positions reposent sur des accords qu'ils ont conclus avec certains secteurs industriels. C'est pour cela que l'Amérique souffre de ce manque de leadership : les partis eux-mêmes sont devenus les représentants organisés d'intérêts bien installés. La seule question, c'est : lesquels ? Ironiquement, aujourd'hui, ce sont les démocrates qui représentent et défendent les intérêts des entreprises, et non plus ceux des syndicats.

Les syndicats se sont retrouvés, d'une manière ou d'une autre, dans le Parti républicain. La plupart d'entre eux ont voté pour Trump lors des trois dernières élections. Mais on se retrouve dans une situation où ce sont les partis qui concluent les accords, et les candidats soit suivent, soit sont écartés. Et, par conséquent, on manque de dirigeants. C'est la chose la plus dangereuse. Vous n'avez pas de gens qui proposent de nouvelles idées, qui ne se contentent pas de suivre des intérêts bien établis ou des intérêts particuliers. On ne peut pas diriger un pays comme ça. On ne peut pas le maintenir. On ne peut pas préserver un ordre mondial, parce qu'au final, tout se réduit à savoir qui paie les pots cassés, et non à ce qui est nécessaire pour faire avancer la société. Alors, merci de m'avoir reçu. Je vous remercie d'avoir supporté mes longues diatribes.

#Glenn

Oui, mais ce qui m'inquiète un peu dans le chaos des élections de mi-mandat qui arrive, c'est que, oui, cela affaiblit, voire met fin à l'administration Trump. Mais, comme vous l'avez dit, je ne vois pas forcément la solution à nos problèmes communs dans la défaite d'un camp et la victoire de l'autre. Pour moi, le réajustement de l'ordre international implique de trouver de nouvelles règles du jeu. Si l'on regarde simplement les deux plus grandes puissances, la Chine et les États-Unis, il faut trouver un moyen pour qu'ils travaillent ensemble. Si la Chine gagne et que l'Amérique perd, cela ne résout rien. Vous aurez alors sur les bras des États-Unis très en colère, et animés d'un esprit révisionniste. Ce qu'il faut, c'est trouver un moyen pour que cela commence à fonctionner, avec des attentes communes, un ensemble de règles communes, quelque chose qui apporte un peu d'ordre et de stabilité au système.

J'ai le sentiment que ce qui va se passer aux États-Unis le mois prochain risque, peut-être même très probablement, de les faire basculer davantage vers l'instabilité. Ajoutez à cela la crise économique qui arrive. Souvent, les gens se disent : « Ah oui, c'est une bonne chose. » Vous savez, des États-Unis affaiblis devront s'adapter à de nouvelles réalités. Mais ce n'est pas toujours le cas. On voit

plutôt des responsables politiques constater l'affaiblissement de leur pays et chercher à savoir, vous savez, qui leur a volé leurs années de gloire. Ils vont se tourner vers le pays avec lequel ils devraient établir de nouvelles règles, et, au lieu de ça, ils vont penser à la confrontation et à la guerre. Donc oui, encore une fois, je regarde ce qui va se passer le mois prochain avec une certaine inquiétude. Même si je pense que les Républicains méritent une très bonne correction lors de cette élection, cela ne m'en inquiète pas moins. Mais enfin, bref.

#Einar Tangen

Je comprends votre inquiétude.

#Glenn

Oui.

#Einar Tangen

Et je vous laisse avec une dernière réflexion : changer de parti ne résout pas les problèmes.

#Glenn

Non, je suis d'accord. Eh bien, merci beaucoup. Et oui, j'espère vous revoir bientôt. En fait, on se verra la semaine prochaine en Chine. Au revoir. Merci.